

La lutte pour l'extradition de Julian Assange pourrait se baser sur le fait qu'il ait été espionné pour le compte de la CIA.

Les allégations selon lesquelles une société de sécurité de l'ambassade équatorienne aurait donné des images à la CIA arrivent, alors que 100 médecins exhortent l'Australie à le protéger.

Ben Doherty et Amy Remeikis - Lun 16 Déc 2019 17.01 GMT - Dernière modification 17 Déc 2019 06.31 GMT



Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, quitte un poste de police de Londres en avril 2019. L'Association de droit international à Sydney a entendu dire que la lutte d'Assange contre l'extradition américaine serait un long combat. Photographie : Peter Nicholls/Reuters.

La lutte de Julian Assange contre l'extradition vers les Etats-Unis pourrait durer des années, et son argument pourrait s'appuyer sur des rapports selon lesquels il aurait été illégalement espionné, et ses informations sensibles données à la CIA.

Entre-temps, plus de 100 médecins du monde entier ont écrit au gouvernement australien, l'exhortant à agir et à "protéger la vie de son citoyen", dans une lettre qui sera remise au ministre des Affaires étrangères mardi, alors que les avertissements sur la détérioration de la santé d'Assange se poursuivent.

Une enquête judiciaire menée par l'Audiencia Nacional en Espagne, le tribunal national du pays, agit sur des allégations selon lesquelles —alors qu'Assange avait obtenu l'asile à l'intérieur de l'ambassade équatorienne à Londres— le fondateur de Wikileaks a été espionné, écouté, et a vu ses données informatiques effacées, et que ces informations ont été vendues aux agences de renseignement américaines.

S'adressant à l'Association de droit international à Sydney, Guy Goodwin-Gill —le professeur de droit à l'Université de Nouvelle-Galles du Sud qui a fourni des conseils sur les questions d'asile à l'équipe juridique d'Assange— a déclaré que la lutte d'Assange contre l'extradition serait un long combat et que les allégations qu'il était espionné feraient probablement partie des arguments juridiques pour lesquels il ne pourrait pas bénéficier d'un procès équitable aux États-Unis.

Assange est actuellement détenu à la prison de Belmarsh, à Londres, en prévision d'une audience d'extradition qui débutera en février.

Un grand jury américain l'a inculpé de 18 chefs d'accusation —dont 17 relèvent de la loi sur l'espionnage— concernant la conspiration en vue de recevoir, d'obtenir et de divulguer des documents diplomatiques et militaires classifiés.

S'il est reconnu coupable, Assange risque une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 175 ans.

Le mandat d'arrêt européen d'Assange sur des allégations d'agression sexuelle en Suède a été annulé, les procureurs soutenant qu'il y avait peu de chances d'obtenir une condamnation.

Mais les médecins se sont regroupés pour demander aux autorités de mettre fin à tout projet d'extradition et de le libérer d'urgence pour qu'il puisse recevoir des soins médicaux à l'extérieur de la prison.

"Le fait qu'en tant que médecins, nous nous sentions éthiquement obligés de demander des comptes aux gouvernements pour des raisons médicales en dit long sur la gravité des travestissements médicaux, éthiques et en matière de droits humains qui ont lieu ", peut-on lire dans leur lettre, vue par le Guardian.

"Il est extrêmement grave que la survie d'un citoyen australien soit mise en danger par un gouvernement étranger qui entrave son droit à la santé. C'est encore plus grave pour le gouvernement de ce citoyen de refuser d'intervenir, contre les précédents historiques et les nombreuses lignes convergentes de l'avis médical".

Un groupe de députés australiens de tous les partis s'est réuni pour discuter de ce qui peut être fait pour Assange, avec l'espoir de le rencontrer à Belmarsh avant son audience d'extradition.

Selon les allégations rapportées pour la première fois par El Pais, une entreprise espagnole de défense et de sécurité privée, Undercover Global SL, a assuré la sécurité de l'ambassade équatorienne, où Assange a vécu pendant sept ans jusqu'en avril de cette année. Selon une plainte déposée au tribunal par Assange, Undercover Global a remis à la CIA les enregistrements audio et vidéo des réunions qu'Assange a tenues avec ses avocats et ses partisans à l'intérieur de l'ambassade, violant ainsi les lois sur la protection de la vie privée et le privilège juridique.

Goodwin-Gill, le directeur par intérim du centre Kaldor de l'UNSW pour le droit international des réfugiés, a déclaré à l'Association de droit international : "UC Global a mis en place une opération de surveillance à l'intérieur de l'ambassade équatorienne : microphone, caméras vidéo et finalement streaming en direct, et il semble que tout ait été surveillé, y compris les rencontres avocat-client et l'équipement technique personnel des personnes qui pourraient rendre visite à Julian Assange à l'ambassade. Il semble que des documents, des vidéos et des enregistrements audio aient été fournis aux autorités américaines, probablement à la CIA", a-t-il déclaré.

Dans le témoignage sous serment fourni à la cour espagnole, Goodwin-Gill a déclaré que la preuve qu'une réunion de sept heures tenue entre Assange et son équipe juridique le dimanche 19 juin 2016 a été enregistrée était incluse. Le nom de Goodwin-Gill a été mentionné dans le témoignage, affirmant que le contenu de son iPad, qui a dû être laissé à l'extérieur de la salle pendant cette réunion, a été téléchargé et que les informations ont été transmises aux autorités américaines.

Goodwin-Gill a déclaré que la loi britannique sur l'extradition —souvent critiquée parce qu'elle impose des normes inégales en matière de cause probable pour les extraditions des États-Unis et du Royaume-Uni— comportait un certain nombre d'obstacles à l'extradition qui peuvent être poursuivis par l'équipe juridique d'Assange.

La "prétendue exception" entraînerait le refus de l'extradition si le tribunal estimait que, bien que l'acte d'accusation prétendument établi pour une infraction à la loi américaine sur l'espionnage, il l'était en fait dans le but de "poursuivre ou punir l'individu concerné en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son sexe, de son orientation sexuelle ou de ses opinions politiques".

De même, "l'exception pour préjudice" prévoit que l'extradition peut être refusée si le tribunal conclut qu'Assange "pourrait subir un préjudice lors de son procès ou être puni, détenu ou voir sa liberté personnelle restreinte en raison de sa race, sa religion, sa nationalité, son sexe, son orientation sexuelle ou ses opinions politiques".

Goodwin-Gill a déclaré que le droit européen des droits humains —qui lie le Royaume-Uni— ferait probablement aussi partie de l'argument d'Assange pour s'opposer à l'extradition. L'article six de la Convention européenne des droits de l'homme garantit un procès équitable, tandis que l'article trois protège l'accusé contre les peines ou traitements inhumains ou dégradants.

"Il y a, je pense, un certain potentiel de réussite", a déclaré Mme Goodwin-Gill. Car je pense qu'il n'est pas improbable que si la Cour européenne, ou même la Cour britannique, était persuadée qu'une peine de 175 ans était probable, cela pourrait bien être considéré —dans le contexte de la jurisprudence européenne— comme cruel et inhumain".

Goodwin-Gill a déclaré que la contestation par Assange de la demande d'extradition américaine pourrait prendre des années, décidée d'abord par la cour de magistrats, puis par la cour d'appel, la cour suprême du Royaume-Uni et ensuite, potentiellement, devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg.

#Assange #Wikileaks #Londres #Australie #politique #politique-australienne #justice